

CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/PV.761
20 mars 1997

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA SEPT CENT SOIXANTE ET UNIEME SEANCE PLENIERE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 20 mars 1997, à 10 heures

Président : M. Berdennikov (Fédération de Russie)

GE.97-60745 (F)

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je déclare ouverte la 761ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

(Le Président)

Je veux d'emblée remercier ceux qui m'ont précédé au poste de président de la Conférence, l'ambassadeur de la République de Corée, M. Sun, et celui de la Roumanie, M. Grecu, pour tous les efforts qu'ils ont déployés afin que la présente session puisse commencer sans trop de difficultés. Je tiens aussi, au nom de la Conférence et à titre personnel, à accueillir chaleureusement parmi nous le Secrétaire d'Etat norvégien aux affaires étrangères, Mme Siri Bjerke, qui sera notre premier orateur. Le fait qu'elle revient aujourd'hui à la Conférence est le gage de l'intérêt constant que le Gouvernement norvégien prête à nos travaux, comme de l'importance que celui-ci attache au règlement des questions relatives à la limitation des armements et au désarmement à l'échelon multilatéral.

Sont également inscrits sur la liste des orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Italie, de la Suisse, de la République islamique d'Iran et des Etats-Unis d'Amérique.

Ainsi que vous le savez tous, deux éminents collègues, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Stephen Ledogar, et l'ambassadeur de l'Italie, M. Alessandro Vattani, vont bientôt quitter la Conférence. L'ambassadeur Ledogar a représenté ici son pays durant plus de sept ans et s'est signalé tout particulièrement par son savoir-faire et ses talents de diplomate. Nous nous souvenons tous du concours remarquable qu'il a apporté à la négociation de la Convention sur les armes chimiques et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous saluons aussi ses grandes qualités humaines. L'ambassadeur Vattani a conduit avec succès les travaux de la Conférence à une époque difficile - nous lui sommes tous redevables des efforts qu'il a déployés au début de la session de 1995 pour que la Conférence puisse commencer à travailler concrètement. J'ai la certitude d'exprimer les sentiments de tous ceux qui sont réunis ici en adressant aux ambassadeurs Ledogar et Vattani ainsi qu'à leurs familles tous nos vœux de bonheur et de succès.

Avant de donner la parole aux orateurs inscrits sur la liste, je voudrais, en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie, donner lecture à la Conférence d'une lettre qui est adressée aux participants par le Ministre russe des affaires étrangères, M. E. Primakov, à l'occasion de l'accession de la délégation russe au poste de président de la Conférence. Cette lettre est ainsi libellée :

Je salue les participants à la présente session de la Conférence du désarmement.

La Russie suit avec attention et intérêt les travaux de la Conférence, unique instance multilatérale qui mène, à l'échelle mondiale, des négociations concrètes sur des questions de désarmement. Notre pays s'emploie à faire en sorte qu'aboutissent ces travaux. Les acquis de l'instance ont d'ailleurs valu à cette dernière une autorité méritée auprès des membres de la communauté internationale, qui lui sont redevables de plusieurs instruments internationaux très importants en matière de limitation des armements et de désarmement, tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, la Convention sur les armes chimiques, la Convention sur les armes biologiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Je veux assurer la Conférence que la Russie, en présidant l'instance, fera tout son possible pour que les travaux de cette dernière soient couronnés de succès.

Ce message, j'en suis sûr, traduit l'importance que la Russie accorde aux travaux de la Conférence en ce moment.

(Mme Bjerke, Norvège)

(L'orateur poursuit en anglais.)

J'ai le plaisir de donner maintenant la parole au Secrétaire d'Etat norvégien aux affaires étrangères, Mme Siri Bjerke.

Mme BJERKE (Norvège) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter d'emblée à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement et de vous assurer de l'appui du Gouvernement norvégien. Je voudrais en même temps remercier M. Vladimir Petrovsky du concours qu'il apporte aux travaux de cette conférence en sa qualité de secrétaire général de l'instance.

C'est la première fois que j'ai l'honneur d'intervenir dans les débats de la Conférence depuis que la Norvège a été admise à la qualité de membre de l'instance. Nous sommes enfin à même de prendre part, dans des conditions d'égalité, aux consultations et aux négociations de la Conférence sur des questions de désarmement et de non-prolifération d'intérêt mondial. Nous sommes toujours convaincus que ce droit devrait être accordé à tous les pays qui souhaiteraient devenir membres de l'instance. La légitimité de la Conférence découle de l'hypothèse qu'elle constitue une instance de négociation universelle et représentative, mais elle ne saurait prétendre pleinement à l'une ou l'autre de ces qualités si des pays que touchent justement les questions dont elle est saisie n'ont pas les mêmes possibilités de défendre leurs intérêts que ceux qui sont aujourd'hui membres de l'instance.

La guerre froide terminée, il a été possible d'enregistrer des résultats majeurs à l'échelle mondiale dans le domaine de la non-prolifération et du désarmement. Il s'offre à nous aujourd'hui une occasion unique de faire fond sur les acquis pour restructurer la sécurité européenne. En faisant jouer à l'OSCE un rôle accru, en développant l'OTAN sur de nouvelles bases et en instaurant de nouveaux rapports entre cette organisation et la Russie, nous ne pourrions que renforcer la sécurité de tous les Etats et, partant, faire avancer le désarmement.

La Conférence du désarmement peut être fière de la contribution qu'elle a apportée à ces causes. En effet, la Convention sur les armes chimiques, négociée ici et conclue en 1992, va enfin entrer en vigueur. Nous avons l'espoir qu'aboutiront les tentatives faites aujourd'hui pour que les Etats-Unis et la Fédération de Russie ratifient cet instrument. Il est indispensable que ces pays appliquent le régime mondial établi par la Convention afin que les armes chimiques disparaissent de la planète.

Le Traité d'interdiction complète des essais, que beaucoup d'entre vous ont négocié, ici même, est un jalon tout aussi important de l'histoire du désarmement mondial. Après la reprise de la première session de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité, qui a eu lieu à Genève, il semble que la procédure de mise en place de l'organisation en question soit maintenant bien engagée. La Norvège appuiera le Secrétariat technique provisoire dans les travaux que celui-ci mènera pour établir dans les délais voulus un système de vérification efficace et fiable.

Des mesures concrètes ont aussi été prises ailleurs qu'à la Conférence en vue de freiner la prolifération des armes de destruction massive. Ainsi, lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP tenue en 1995, la communauté internationale a enregistré des résultats particulièrement importants dans le cadre des efforts déployés en vue d'atténuer l'une des menaces les plus mortelles sous lesquelles vive l'humanité et que sont les armes nucléaires. La décision relative aux principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires qui a été adoptée à cette occasion énonce les mesures concrètes à prendre par la suite dans cette voie.

(Mme Bjerke, Norvège)

Le Gouvernement norvégien participera activement aux travaux menés par le Comité préparatoire en vue de renforcer le régime de non-prolifération.

Demain prendra fin la sixième session du Groupe spécial des Etats parties à la Convention sur les armes biologiques. Les travaux de cet organe avancent lentement mais sûrement. A la prochaine session du Groupe, prévue pour juillet, il devrait être possible d'étendre le champ du débat tout en examinant des points plus précis. Nous devrions compter proposer en 1998 un texte de protocole relatif à la vérification.

Des mesures prises à l'échelon régional ou à titre unilatéral ont aussi été adoptées qui atténuent d'importance la menace nucléaire. Des accords sont intervenus en Europe, en Amérique latine, en Afrique et en Asie qui visent à réduire les armements ou à interdire tout à fait la mise au point d'armes nucléaires. Cela dit, les conflits régionaux ont aussi fait apparaître les conséquences fatales que les armes classiques avaient pour les civils et les réfugiés. Nous ne serons pas arrivés au bout de notre programme de désarmement mondial tant que des civils innocents continueront, longtemps après la fin des conflits, à être tués ou mutilés par les armes laissées sur le champ de bataille.

En conséquence, la question à laquelle la communauté internationale est confrontée n'est pas de savoir s'il convient d'entreprendre davantage en matière de désarmement en vue d'assurer à l'humanité une sécurité plus durable et prévisible, mais bien de déterminer sur quoi les négociations doivent porter en premier et comment elle peut structurer au mieux ces négociations afin de parvenir à des objectifs utiles et réalistes. La Conférence du désarmement ne restera l'un des organes clefs pour la négociation d'accords mondiaux sur des questions de désarmement qu'à la condition que ses membres puissent s'entendre sur des objectifs judicieux. Si le progrès de ses travaux est entravé par de trop grandes divergences d'intérêts ou d'objectifs, les négociations auront lieu dans d'autres cadres. L'autorité de la Conférence dépend de l'aptitude de celle-ci à conclure des accords concrets et sera entamée si d'aucuns empêchent tout progrès par avance en insistant pour que les négociations sur un point avancent en même temps que les travaux sur d'autres questions.

Les questions nucléaires continueront, comme il se doit, d'être des points importants du programme de désarmement mondial mené par les Etats à l'échelon multilatéral. A cet égard, le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires ne devraient pas être considérés comme étant des processus distincts. Pour qu'aboutissent les tentatives faites en vue d'assurer la non-prolifération, les Etats doivent apporter la preuve qu'ils sont disposés à accorder concrètement moins d'importance aux armes nucléaires sur le plan politique et stratégique.

L'objectif ultime doit être une interdiction mondiale des armes nucléaires. Les Etats dotés d'armes nucléaires sont tenus - ainsi que le veut le TNP - de réduire le rôle de ces armes dans la politique internationale. L'exécution de cette obligation est une étape dans un processus axé sur la codification de mesures systématiques et graduelles visant à réduire et éliminer ces armes.

Il faut que les Etats dotés d'armes nucléaires assument cette responsabilité. Nous n'avons pas cessé de les exhorter à appliquer pleinement les accords de limitation des armements et de désarmement en vigueur. Qui plus est, l'ouverture rapide de négociations sur une réduction des arsenaux nucléaires stratégiques qui irait au-delà de ce que prescrit le Traité START II et qui concernerait aussi, selon qu'il conviendrait, les Etats dotés d'armes nucléaires autres que les Etats-Unis et la Fédération de Russie, aurait non seulement pour effet de rendre le monde plus sûr sur le plan

(Mme Bjerke, Norvège)

militaire mais aiderait encore à instaurer un climat international plus constructif et plus propice au progrès. Il faudrait aussi s'attacher à réduire encore le nombre des armes nucléaires tactiques et à les détruire. Nous savons que des milliers d'armes de ce type ont été retirées pour être entreposées. Il importe de détruire ces armes et non pas simplement de cesser de les déployer. Il y a tout intérêt à faire en sorte que le désarmement se poursuive sur ce front aussi, ainsi que l'ont proposé certains pays à titre unilatéral.

Il ne faut pas atténuer la responsabilité particulière qui incombe à ces Etats en matière de désarmement nucléaire. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est difficile, sur les plans tant politique que pratique, de confier à des instances multilatérales plutôt qu'aux Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes le soin de négocier un désarmement nucléaire dont la responsabilité revient à ces derniers. Pour notre part, nous sommes disposés à participer à un examen des questions de désarmement nucléaire au sein de la Conférence du désarmement, mais il nous paraît important au plus haut point de faire en sorte qu'un tel examen n'enlève rien à la responsabilité première qui est celle des Etats dotés d'armes nucléaires.

Plusieurs suggestions ont été faites quant à la manière dont nous pourrions procéder pour aborder les questions nucléaires sur une grande échelle. La Commission de Canberra a avancé quelques idées constructives dans son rapport. Pour notre part, nous fondons notre conception de toute la problématique des activités nucléaires sur deux hypothèses de base.

Premièrement, il devient toujours plus évident que le risque de prolifération est inhérent aux activités nucléaires, qu'elles soient militaires ou civiles. Deuxièmement, le programme de désarmement international devrait également porter sur la gestion du désarmement, c'est-à-dire les problèmes liés à l'exécution des accords de désarmement chimique et nucléaire, en particulier, et, entre autres, à la manipulation, dans des conditions de sécurité matérielle et écologique, des matières retirées des armes qu'il est prévu de détruire. Devant les très grosses difficultés posées par ces activités-là, le Gouvernement norvégien a établi un plan d'action concernant les activités nucléaires et les opérations mettant en jeu des armes chimiques qui se dérouleraient dans des zones adjacentes aux frontières septentrionales du pays. L'un des secteurs prioritaires sur lesquels porte ce plan est la gestion, le stockage et l'élimination du combustible nucléaire irradié et des déchets radioactifs. Le but est d'en arriver, de concert avec d'autres Etats intéressés et suivant des directives et principes internationalement admis, à des opérations sûres et d'un bon rapport coût-efficacité, surveillées par un mécanisme d'inspection indépendant.

La grande question à laquelle la Conférence du désarmement devrait s'attaquer maintenant est celle de la négociation d'un accord interdisant la production de matières fissiles à des fins d'armement. Puisque le Traité d'interdiction complète des essais a été conclu, ce choix serait conforme à la décision relative aux principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires adoptée en 1995 par la Conférence d'examen du TNP. Un accord visant l'arrêt de la production de telles matières constituerait un moyen non négligeable d'en réduire les disponibilités. Il serait bon d'établir dans le cadre de l'accord en question, pour en renforcer l'application, des mesures de surveillance des usines d'enrichissement et de retraitement. Cette surveillance pourrait s'effectuer sans répercussion induite sur les stocks militaires restants.

Nous devrions nous efforcer d'arriver à une plus grande transparence en ce qui concerne les stocks de matières fissiles détenus par les puissances nucléaires. Il faudrait tout d'abord que ces puissances fournissent de leur plein gré des renseignements détaillés sur leurs stocks de plutonium et d'uranium hautement enrichi. On pourrait ensuite mettre en place des mesures de coopération en vue d'explicitier les renseignements donnés et d'en confirmer

(Mme Bjerke, Norvège)

l'exactitude. En troisième lieu, les puissances nucléaires pourraient autoriser l'inspection internationale de leurs stocks, afin que l'on puisse s'assurer ainsi que les matières entreposées servent uniquement à des fins autres que l'armement. En quatrième lieu, les Etats pourraient convenir de réductions surveillées de ces stocks. Enfin, on pourrait envisager d'établir des normes internationales cohérentes et strictes en ce qui concerne la comptabilité et la sécurité des matières fissiles. La confiance exige qu'existe une plus grande transparence dans ce domaine. Ces mesures, exécutées parallèlement à la négociation d'un accord visant l'arrêt de la production de matières fissiles de qualité militaire, faciliteraient aussi la conclusion d'un tel instrument.

L'emploi sans discrimination et sur une grande échelle de mines terrestres antipersonnel est un fléau et constitue l'une des questions humanitaires les plus urgentes que doive régler aujourd'hui la communauté internationale. L'utilité militaire de ces engins est dérisoire eu égard à leur prix en vies humaines et à leur coût socio-économique dans les pays qui en sont touchés et dont la plupart sont en développement. Chaque jour, les mines antipersonnel sont source de tragédies pour des civils innocents. Les mines et champs de mines restés en place longtemps après que les hostilités ont pris fin empêchent dans bien des cas un développement socio-économique pourtant indispensable.

La Norvège a participé très largement à des activités de déminage dans différentes zones de conflit, en particulier en Afrique, en Asie et, plus récemment, en Europe. L'enlèvement des mines continuera d'être une opération prioritaire dans bien des pays ravagés par les conflits. A notre sens, il faut développer les capacités existantes en matière de déminage et, sans aucun doute, perfectionner les moyens techniques mis en oeuvre à cet égard. Il n'en demeure pas moins que des difficultés d'ordre technique, financier et autre limiteront toujours le nombre de mines qui pourront être enlevées chaque jour. La bataille est perdue d'avance dès lors que les capacités de déminage restent bien en-deçà du déploiement continu de mines. Dans nombre de pays, dont la Norvège, il devient toujours plus difficile de justifier le fait que les efforts nationaux sont axés principalement sur les mesures de redressement après que les dommages se sont produits. L'action préventive est invariablement plus efficace et certainement moins coûteuse, que ce soit du point de vue des ressources financières ou, ce qui est plus important, sur le plan des souffrances humaines.

Le Gouvernement norvégien est arrivé à la conclusion que le seul moyen d'enrayer ce fléau serait d'interdire complètement la production, le transfert et l'emploi de mines terrestres antipersonnel. C'est la raison pour laquelle il a proclamé en 1995 un moratoire national sur la fabrication, le stockage, le transfert et l'utilisation de ces engins puis, l'année suivante, a fait retirer des arsenaux norvégiens et détruire toutes les mines de ce type. Le gouvernement a adopté cette position après avoir pesé avec soin les besoins du pays et de ses alliés en matière de défense ainsi que les coûts humanitaires en jeu. Il n'est pas sans savoir que la renonciation à ces mines entraîne des dépenses et a des implications militaires, mais n'a trouvé aucune solution efficace et acceptable qui puisse être adoptée à la place d'une interdiction de tous les engins de ce type dans les meilleurs délais.

Dès lors qu'elle estimait qu'il fallait adopter immédiatement des mesures en vue d'interdire les mines terrestres antipersonnel, la Norvège ne pouvait qu'accueillir avec satisfaction le processus lancé à Ottawa. C'est là une voie par laquelle des pays animés des mêmes sentiments pourront conclure rapidement un accord international portant interdiction complète de ces engins. Il sera possible de répondre par un tel instrument aux pressions exercées sur le plan international par un nombre toujours croissant de gouvernements et de parlementaires et par l'opinion afin d'en arriver plus

(Mme Bjerke, Norvège)

rapidement à une interdiction complète des mines en question. Cette idée jouit de la faveur des organismes humanitaires et des pays touchés par le fléau des mines. Nous voulons tirer parti de l'impulsion ainsi donnée et accueillir donc avec scepticisme toute tentative indirecte pour nous écarter de notre objectif ou en retarder la réalisation. Il semble que les membres de la Conférence du désarmement ne puissent pas se mettre d'accord sur une interdiction complète des mines terrestres antipersonnel du fait que beaucoup d'entre eux en rejettent encore l'idée.

Les travaux commencés à Ottawa ne réunissent pas tous les pays du monde mais sont néanmoins ouverts à la participation de tout Etat qui souscrirait à l'objectif qui est de conclure d'ici au mois de décembre 1997 un accord international portant interdiction complète des mines terrestres antipersonnel. L'universalité paraît difficilement réalisable même par d'autres instances et son absence ne doit pas servir de prétexte pour ne rien faire. Si, par les travaux commencés à Ottawa, nous parvenons à établir une nouvelle norme internationale suivant laquelle l'emploi des mines terrestres antipersonnel serait purement et simplement interdit, nous devons alors nous attacher à rendre cette norme universelle.

Nous voudrions que l'accord envisagé soit simple et succinct. Il devrait énoncer d'une manière parfaitement claire une interdiction complète des mines terrestres antipersonnel et, avant tout de leur emploi. Une interdiction "graduelle" ou "échelonnée" qui ne réglerait pas cette question fondamentale ne répondrait pas à nos soucis humanitaires.

A notre sens, il n'est nul besoin d'assortir des mesures de vérification énoncées traditionnellement par les accords de désarmement un instrument juridiquement contraignant interdisant les mines terrestres antipersonnel. Nous partageons l'opinion répandue qu'il n'est ni possible dans la pratique, ni nécessaire, ni même souhaitable de pouvoir vérifier entièrement l'exécution d'un tel accord. S'il est difficile de concevoir des mesures de vérification efficaces, il est aussi bien hautement improbable que l'on arrive à camoufler l'emploi effectif des engins visés.

Une interdiction des mines terrestres antipersonnel et le déminage sont deux aspects d'un même problème. Il faut que nous redoublions d'efforts pour déminer les zones touchées. Si certains Etats s'engageaient clairement à cesser de déployer de tels engins, d'autres, à leur tour, seraient peut-être plus disposés à accepter d'entreprendre des opérations de déminage.

La question des mines terrestres antipersonnel exige des mesures immédiates et nous continuerons à prendre activement part aux travaux commencés à Ottawa et à les appuyer. Nous nous réjouissons à la perspective de la réunion de Bruxelles en juin, lors de laquelle commenceront les négociations sur un projet de texte. La Norvège a offert d'accueillir une réunion de suivi à Oslo afin de faciliter la conclusion et la signature d'une convention sur une interdiction complète de ces engins à Ottawa en décembre.

Sur un plan plus général, il reste des domaines importants de désarmement mondial dans lesquels la Conférence peut apporter une contribution. Quiconque estime qu'il est utile de maintenir une instance telle que celle-ci doit faire tout son possible pour qu'y existent les conditions d'un travail constructif et concret.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Secrétaire d'Etat norvégien aux affaires étrangères pour sa déclaration et pour les paroles aimables qu'elle a eues à mon égard. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie, l'ambassadeur Vattani.

M. VATTANI (Italie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je veux tout d'abord vous remercier des paroles aimables que vous m'avez adressées. Je suis très heureux de vous voir présider cette auguste assemblée en votre qualité de représentant d'un pays avec lequel l'Italie a eu durant des siècles d'étroites relations de coopération et des échanges culturels auxquels j'ai eu moi-même le privilège de participer, en les facilitant, dans le cadre de mes fonctions antérieures. Les qualités professionnelles et les talents de diplomate bien connus que vous avez mis au service d'une grande nation - laquelle n'a pas cessé de jouer un rôle décisif au sein de la communauté internationale - nous rassurent et nous donnent l'espoir qu'il sera possible de surmonter les difficultés qui empêchent à présent cette instance d'avancer dans ses travaux. Je suis persuadé que, grâce à vos talents, à votre perspicacité et à vos qualités de médiateur, vous obtiendrez des résultats constructifs - je vous adresse à cet égard mes meilleurs vœux de succès.

C'est la dernière fois que j'interviens dans les débats de la Conférence, aussi tiens-je à former à titre personnel ainsi qu'au nom de mon gouvernement des vœux pour le progrès des travaux d'une instance qui, tout particulièrement au cours de ces dernières années, a confirmé par des succès concrets et indéniables les compétences qui étaient les siennes en tant qu'instance multilatérale unique de négociation sur le désarmement. Je garderai des trois années passées ici le souvenir d'une époque fondamentale de recherche et d'étude des éléments essentiels de la tenue et de l'évolution de négociations internationales - celles-ci qui suivent des tendances et des critères toujours nouveaux et en constant devenir. Il n'est nulle autre situation où il soit possible de percevoir aussi clairement les équilibres géo-politiques tels qu'ils sont vécus et cela, même au-delà de l'objectif immédiat des négociations. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'essence des problèmes en jeu s'inscrit nécessairement dans des domaines d'intérêt plus larges, qui sont extérieurs à ces problèmes en apparence seulement et pèsent d'un poids certain.

J'ai souvent eu l'impression de mener ici une vie quasi monacale, rythmée par le travail dès les premières heures, au petit déjeuner, les conciliabules au sein des chapelles, les repas pris en commun (qui m'ont d'ailleurs fait penser, à l'occasion, aux habitudes épicuriennes des cloîtres de la Renaissance), les longs débats, les méditations vespérales sur les questions les plus pressantes et les exercices spirituels nécessaires pour observer une tolérance presque ascétique. Ce fut à tout le moins là un climat de réflexion et d'exercice intellectuel incessant qui a maintenu mon attention en éveil en dépit de la charge de travail et dans lequel la persévérance, la patience et la volonté de conciliation ont souvent été mises à l'épreuve.

Je suis arrivé à Genève alors que, après une décennie d'efforts, le premier accord important de l'après-guerre froide - la Convention sur les armes chimiques - venait d'être conclu et j'ai eu l'occasion de participer avec vous tous aux négociations sur le Traité d'interdiction complète des essais. L'aboutissement de ces négociations constitue un fait décisif qui contribue à la réalisation de l'objectif qui est de circonscrire et d'atténuer progressivement la menace nucléaire. Quant aux perspectives immédiates dans lesquelles s'inscrivent les travaux de cette instance, en dépit des difficultés qui entravent aujourd'hui la concrétisation des nombreuses idées qui ont été avancées, je tiens à rappeler qu'il existe d'autres facteurs susceptibles d'assurer à la Conférence des succès politiques significatifs tout en réaffirmant ses tâches; parmi ces facteurs figure l'appel lancé récemment par le Ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini, qui a engagé ici même les membres de l'instance à surmonter leurs divergences afin de répondre à l'attente de la communauté internationale, qui suit leurs travaux avec une grande attention, et de tenter d'enregistrer les résultats qu'exige leur devoir moral et civil.

(M. Vattani, Italie)

Je tiens aussi à exprimer mon regret de ne pas avoir assisté à un nouvel élargissement de la composition de la Conférence et surtout à l'admission, à la qualité de membre, de mes partenaires au sein de l'Union européenne qui, comme la République d'Irlande, ont toujours été très attachés à la cause de la paix et du désarmement. Je renouvelle en ce qui les concerne le vœu souvent exprimé par le Gouvernement italien de voir enfin se réaliser leurs aspirations légitimes.

En quittant cette salle, j'emporterai bien plus que le souvenir des sombres représentations du destin de l'homme que sont les fresques intimidantes tracées sur ces murs par un peintre catalan et que j'ai eu tout le loisir d'étudier des quatre coins de la pièce. J'emporterai aussi le souvenir plus précieux de l'amitié et des sentiments chaleureux que m'ont témoignés nombre de ceux qui ont participé à nos travaux quotidiens et dont certains ont laissé ici la marque de leur forte personnalité. Je veux rappeler à votre mémoire ceux qui nous ont quittés dernièrement pour entreprendre des tâches nouvelles et difficiles, en particulier l'ancien représentant de la France, l'ambassadeur Errera, celui du Pakistan, l'ambassadeur Kamal, et celui de l'Allemagne, si dynamique, l'ambassadeur Hoffmann. Je voudrais aussi exprimer toute mon estime à l'ambassadeur Ledogar qui, comme moi, est sur le point de partir après avoir été longtemps ici le doyen des représentants chargés des affaires de désarmement. J'espère retrouver, là où je serai affecté prochainement, mes amis de la Conférence du désarmement, car ce sera pour moi un vif plaisir que de les revoir et d'avoir des nouvelles des travaux en constante mutation de cette instance qui, après tout, reste le cercle le plus intéressant de Genève.

Nous sommes à la veille des fêtes de Pâques, symbole de paix et de réconciliation partout dans le monde - S. S. le pape Jean-Paul II nous a d'ailleurs invités à oeuvrer à la paix et à la réconciliation à l'occasion de la Journée internationale de la paix : je veux terminer ainsi mon intervention en vous adressant à tous mes meilleurs vœux, de même qu'à mon cher ami, l'ambassadeur Petrovsky, à son adjoint, M. Bensmail, ainsi qu'à tous les membres du secrétariat qui, par leur aide généreuse, ont tant fait pour m'aider à accomplir mon devoir envers mon pays, si fermement attaché à la cause d'un monde plus sûr, plus stable et plus prospère.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Italie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il m'a adressées. Je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse, l'ambassadeur Hofer.

M. HOFER (Suisse) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. La délégation suisse éprouve une satisfaction toute particulière à vous voir diriger nos délibérations. Elle tient compte du rôle important que vous-même et l'Etat que vous représentez si bien assumez au sein de notre Conférence. Je ne saurais vous cacher le grand espoir que nous plaçons dans votre présidence. En effet, nous aimerions ardemment qu'elle puisse aboutir à un programme de travail concret. Je souhaite également rendre hommage à votre prédécesseur, M. Pavel Grecu, chargé d'affaires de la Mission de la Roumanie, qui, grâce à un dévouement exemplaire, nous a fait avancer en clarifiant davantage nos positions respectives.

Si j'aborde aujourd'hui plusieurs problèmes ayant trait à l'ordre du jour adopté le 14 février dernier, je tiens à affirmer avant toute chose - et je réitère ici la ferme conviction de la Suisse - que la Conférence doit s'atteler à une tâche prioritaire qui est de lancer sans délai ni conditions préalables la négociation d'un traité multilatéral interdisant la production de matières fissiles à des fins militaires. Tout en soulignant cette priorité, il me semble utile d'évoquer ici deux autres sujets qui reflètent les préoccupations de la Suisse.

La Convention sur les armes chimiques entrera en vigueur le 29 avril prochain, c'est-à-dire dans la période d'intersession de cette conférence. La Suisse attend avec impatience la mise en oeuvre de cette convention qui est le fruit de longues années de négociation au sein de notre instance. Durant ces négociations, les Etats-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont joué un rôle crucial, compte tenu des énormes arsenaux d'armes chimiques en leur possession, stocks dont la destruction devrait être achevée au plus tard dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention. A cet égard, la Suisse s'est réjouie de la conclusion en 1990 d'un accord entre ces deux pays en vue d'une vérification conjointe de la destruction de leurs armes chimiques.

La Suisse contribue activement à la mise en oeuvre de cette convention qu'elle a ratifiée voici deux ans. Notre contribution se concrétise notamment par la mise sur pied de cours de formation d'inspecteurs internationaux de la future organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Ce cours, soutenu conjointement par le Gouvernement suisse et l'industrie chimique privée de mon pays, est censé dispenser une formation à l'inspection d'installations civiles, comme cela est prévu par la Convention. Au total, 76 candidats inspecteurs suivront le programme. La première volée, qui compte 38 participants de 30 pays différents, a commencé ses travaux le 4 mars dernier et les achèvera le 14 avril, c'est-à-dire deux semaines avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Les Etats-Unis s'étant retirés brusquement du programme de formation d'inspecteurs établi par la Commission préparatoire de l'OIAC, la Suisse a accepté, comme le lui demandait le Secrétariat technique provisoire de cet organisme, de former un nombre supérieur d'inspecteurs dans le domaine de la technologie de la production chimique. Les instructeurs suisses responsables de ce cours, qui a eu lieu ce mois-ci à Spiez, ont été impressionnés par la compétence, l'expérience professionnelle et le dévouement de ces candidats inspecteurs qui ont fait preuve d'un esprit d'équipe remarquable. Ils sauront, sans aucun doute, remplir avec succès et professionnalisme leur tâche difficile au sein de la future organisation internationale. Ces inspecteurs auront notamment à contrôler des installations d'armes chimiques. A cet égard, les candidats se sont déclarés inquiets de ce que les deux principaux détenteurs d'installations de production d'armes chimiques n'avaient pas encore ratifié la Convention.

La Suisse s'inquiète également de voir la Convention entrer en vigueur sans que les Etats-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie y soient

(M. Hofer, Suisse)

parties. Ce fait risque non seulement d'affaiblir les efforts déployés actuellement en matière de non-prolifération et de désarmement à l'échelon multilatéral, mais il envoie aussi un signal plus qu'ambigu aux Etats qui n'ont pas encore définitivement renoncé à l'utilisation d'armes chimiques. Les Etats-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie ont en la matière une responsabilité particulière à l'égard de la communauté internationale. La réunion bilatérale qui commence aujourd'hui à Helsinki au niveau des chefs d'Etat pourrait offrir une occasion d'accélérer la procédure de ratification et la mise en oeuvre de l'accord bilatéral antérieur dont nous avons fait état.

Je suis en mesure d'informer aujourd'hui la Conférence du désarmement que la Suisse a l'honneur d'inviter à un séminaire international sur la balistique et les effets traumatiques des armes les experts de toutes les délégations à la Conférence ainsi que des Etats parties à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Il convient à cet effet d'indiquer le cadre dans lequel s'inscrit ce séminaire. Comme vous le savez, les plus importantes conventions actuellement en vigueur se rapportant aux armes de petit calibre sont les suivantes : la Déclaration de Saint-Petersbourg, de 1868; la Déclaration de La Haye concernant l'interdiction d'employer des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, de 1899; la Convention de La Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, de 1907; enfin, le Premier Protocole additionnel de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux.

Nous constatons un écart entre le champ d'application de ces instruments internationaux et les possibilités qu'offre le progrès technique d'élaborer un type de munitions qui leur seraient formellement conformes. A l'heure où je vous parle, l'utilisation de certaines munitions violent à notre avis pour le moins le but et l'esprit de ces conventions. Il convient par conséquent de s'interroger sur les remèdes à apporter à cette situation. Le Comité international de la Croix-Rouge a rappelé qu'il importait de préparer un nouveau protocole sur les munitions et armes de petit calibre, au moment de l'établissement de la déclaration finale de la Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques. La Suisse attache elle aussi une importance particulière à ce problème. Encouragée par d'autres Etats, elle a décidé de mettre sur pied un séminaire international où seraient examinées en détail les questions liées aux effets traumatiques des armes considérées. A cette occasion, les experts auront la possibilité d'identifier les incidences pratiques de telles armes en tenant compte de l'aspect humanitaire et de mener des essais techniques qui permettront d'évaluer les méthodes de référence. Enfin, il s'agira de se pencher sur le statut juridique actuel de ces armes.

Pour votre information, le séminaire aura lieu à Thoune les 17 et 18 septembre prochains. Il ménagera aux spécialistes et aux scientifiques du monde entier un cadre dans lequel ils pourront s'entretenir sur ces questions. Il va de soi que les Etats parties à la Convention sur certaines armes classiques ainsi que les Etats participant à la Conférence du désarmement sont chaleureusement invités à y prendre part en envoyant chacun deux experts. A cet effet, une invitation dans laquelle seront précisées les modalités de cette manifestation sera remise aux missions dans les jours qui viennent. D'ores et déjà, les autorités suisses se réjouissent de vous accueillir à Thoune, près de Berne.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la Suisse de son intervention et des paroles aimables qu'il a adressées au

(M. Nasserî, République islamique d'Iran)

Président. Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran, l'ambassadeur Nasserî.

M. NASSERÎ (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : J'interviens aujourd'hui dans les débats, non pas pour faire une déclaration très officielle et d'ordre général, mais pour évoquer la situation dans laquelle se trouve la Conférence. C'est là la question qui a retenu toute notre attention au cours de ces derniers mois et qui continuera à le faire jusqu'à ce que nous décidions de la portée et des modalités de nos travaux pour 1997.

Les préparatifs de la présente session ont commencé assez tôt. De fait, l'ambassadeur Dembinski, qui a été le dernier à assurer la présidence en 1996, a engagé des consultations à ce sujet dès l'ouverture de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale afin de répondre au souhait de la Conférence de se préparer aux travaux qu'elle allait devoir entreprendre cette année. Des idées ont été lancées au cours de ces consultations. Le Secrétaire général de la Conférence, M. Petrovsky, a pris une initiative intéressante. Le premier président pour 1997, l'ambassadeur Sun, en a tiré une proposition concernant l'ordre du jour de la présente session, qui nous a également paru être très intéressante, aussi avons-nous l'espoir que la Conférence l'accepterait. Après un mois de débats, nous avons conclu que le seul moyen ou, à tout le moins, le moyen le plus rapide de parvenir à un accord sur l'ordre du jour était de reprendre celui de l'an dernier. Ce n'était certes pas la meilleure solution. Le projet d'ordre du jour présenté par l'ambassadeur Sun nous paraissait mieux répondre aux soucis primordiaux de la communauté internationale et reflétait, dans l'ensemble, les diverses résolutions adoptées par l'Assemblée générale. En tout état de cause, nous avons accueilli avec satisfaction la décision prise qui allait mettre la Conférence à même de commencer sans plus attendre à travailler effectivement. Dans l'intervalle, les délégations se sont beaucoup consultées dans divers cadres et le président sortant, M. Grecu, a même pris sur lui de discuter avec chacune d'entre elles dans l'espoir de pouvoir, par ce biais nouveau, présenter en définitive quelques propositions concernant les modalités de nos travaux.

Je pense que nous sommes aujourd'hui bien renseignés sur les positions des différentes délégations. Il ne paraît pas pour autant que nous soyons plus près de régler définitivement la question du programme de travail que nous ne l'étions il y a deux mois. Nous nous attendions sans doute un peu à être confrontés à de telles difficultés. Je me souviens que, après l'aboutissement des négociations relatives à la Convention sur les armes chimiques, plusieurs mois se sont écoulés avant que nous ne puissions décider ce que la Conférence devait ensuite entreprendre et sur quoi devaient porter ses négociations. Par conséquent, il n'était pas réaliste de supposer que nous pouvions prendre très rapidement, dès l'ouverture de la session de 1997, une décision de cette nature. Cependant, la situation semble être aujourd'hui quelque peu différente qu'à l'époque où nous avons commencé les négociations relatives à un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous tombons dans une espèce de marasme en espérant qu'une solution se présentera enfin. En quelque sorte, nous risquons de nous enfoncer encore davantage dans l'impasse où nous sommes aujourd'hui.

Par bonheur, monsieur le Président, c'est vous, dont nous connaissons l'envergure, les qualités et l'expérience, qui prenez la direction des travaux de la Conférence - plus encore que de vous féliciter à l'occasion de votre accession à ces fonctions, nous pouvons, je pense, nous féliciter nous-mêmes de cela. Je suis certain que vous réfléchissez de très près aux différentes possibilités qui s'offrent à nous d'avancer. Je sais pour ma part combien vous trouvez irritante la situation dans laquelle nous nous trouvons.

(M. Nasserî, République islamique d'Iran)

Jusqu'ici, les membres de la Conférence semblent avoir pensé qu'il fallait d'abord venir à bout de certains points difficiles, après quoi, les autres points se régleraient tout simplement d'eux-mêmes. Nous commençons à soupçonner que ce n'est peut-être pas là la méthode la plus indiquée à suivre à ce stade et qu'il vaut mieux ne pas continuer à espérer que les délégations qui ont des positions bien arrêtées sur certaines questions - positions que nous respectons entièrement, comme il se doit - feront preuve en définitive de quelque souplesse. De fait, il ne suffira peut-être pas d'attendre ce coup de baguette magique pour que la Conférence puisse commencer réellement à travailler.

Il y a des points qui, à ce stade, semblent à tout le moins ne pas soulever d'objections. Peut-être vaudrait-il mieux se concentrer sur ceux-là afin d'engager les travaux, tout en poursuivant les consultations dans un cadre plus organisé dans le but de parvenir à une décision sur d'autres points plus difficiles. C'est dans cet esprit que nous soumettons aujourd'hui officiellement à la Conférence une proposition de programme de travail dont le texte, je crois, vient d'être distribué. Je crois que ce programme se passe d'explications. A notre sens, l'instance pourrait immédiatement décider d'établir deux comités spéciaux chargés l'un de la question de la transparence dans le domaine des armements et l'autre de celle des garanties négatives de sécurité. Pour ce second comité, nous disposons déjà d'un mandat adopté par consensus et sur lequel ont été fondés nos travaux antérieurs en la matière.

Bien entendu, la Conférence ne peut pas se contenter de ces deux comités. C'est pourquoi nous proposons qu'un coordonnateur spécial soit chargé des questions liées au point 1 de l'ordre du jour et fasse rapport à la Conférence sur la formule à adopter à cet égard qui lui paraît être la meilleure.

De même, nous proposons qu'un coordonnateur spécial soit chargé du point 6 de l'ordre du jour. Bien entendu, il s'agit de dégager un programme de travail. Des consultations sont toujours en cours sur le point de savoir s'il est opportun de nommer des coordonnateurs spéciaux pour la question de l'ordre du jour et celle de l'élargissement de la composition de l'instance, consultations dont il n'est pas question dans notre programme de travail.

La Conférence doit se rendre compte que le temps presse. En d'autres termes, elle ne peut pas envisager de demander aux coordonnateurs spéciaux en question de lui faire rapport à la fin de la présente session et d'attendre l'année suivante pour se retrouver dans la même situation. C'est pourquoi nous suggérons que la Conférence invite ces personnes à lui présenter un rapport intérimaire d'ici à la fin du mois de mai et un rapport final au plus tard à la mi-juin. La deuxième partie de la présente session prendra fin quelques jours après. Cela signifie que nous voulons réellement voir intervenir une décision sur ces autres questions avant la fin de la deuxième partie de la session, autant que possible, pour que les délégations sachent où elles en sont lors de la troisième partie de la session, à tout le moins.

Voilà en quoi consiste notre proposition qui, je le dis en toute sincérité, ne cache aucune intention politique. La délégation iranienne s'est montrée disposée à accepter toute proposition concernant le programme de travail de la Conférence pour que celle-ci puisse commencer ses travaux, plutôt que de tenir des discussions oiseuses, devenues assez intolérables, sur la question de son ordre du jour et de son programme de travail. Notre délégation était prête à accepter que l'un quelconque des points inscrits à l'ordre du jour soit confié à un comité spécial. Elle fait preuve de souplesse, comme d'ailleurs un grand nombre d'autres délégations ici présentes, et souhaite simplement voir la Conférence commencer des travaux de fond au plus vite. Or, ce moment se fait trop attendre et c'est pourquoi elle soumet aujourd'hui une proposition à la Conférence. Elle a l'espoir que cette proposition ne portera atteinte à la position d'aucune délégation - c'est dans

(M. Nasserî, République islamique d'Iran)

cet esprit qu'elle l'a formulée. Elle suggère que la Conférence se prononce sur ce projet dès que possible et même à la prochaine séance plénière.

Avant de terminer, je voudrais adresser à l'ambassadeur Vattani quelques paroles très sincères. Je dirai tout simplement que la Conférence perdra avec lui un spécialiste très qualifié, un diplomate plein de tact et une personne pleine de charme; pour ma part, je salue en lui un ami très cher. Je lui adresse tous mes vœux de succès sur le plan tant professionnel que privé et nourris l'espoir qu'il nous invitera à lui rendre visite, nous autres membres de ce cercle, car nous préférons arriver sur invitation plutôt que de surgir à l'improviste.

Le PRESIDENT (traduit du russe) : Je remercie le représentant de la République islamique d'Iran de son intervention et des paroles aimables qu'il m'a adressées, ainsi que de sa proposition. Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, l'ambassadeur Ledogar.

M. LEDOGAR (Etats Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) :

M. Berdennikov, je prends aujourd'hui la parole pour la dernière fois alors que vous présidez les travaux de la Conférence - le fait est heureux et ne manque pas de piquant, tout à la fois, car les Etats-Unis et la Russie sont depuis de nombreuses années au coeur même de ce qui se produit ici. Dans ces circonstances curieuses, il me paraîtrait plutôt banal de prononcer les platitudes habituelles, en disant combien je suis satisfait de vous voir diriger nos débats et combien le tour de rôle est une belle chose.

Ainsi que vous l'avez rappelé, j'ai rempli mes fonctions de représentant à Genève durant plus de sept ans. Pendant cette période, j'ai eu l'avantage de participer à certaines des entreprises les plus utiles et les plus fondamentales de la Conférence. La Convention sur les armes chimiques et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sont des preuves indélébiles de ce à quoi cette instance peut arriver lorsque ses membres le veulent. De fait, la conclusion de ces accords confirme l'utilité de négociations multilatérales, même si la ratification universelle des instruments pose problème. Il ne faut pas oublier que ces négociations sont le seul outil dont dispose la communauté mondiale en vue de réduire les armements sur la planète et d'en stabiliser les effets.

Le sentiment de fierté que m'inspirent ces acquis est néanmoins atténué par une frustration croissante devant ce qui me paraît être une tentative infructueuse pour obliger les puissances nucléaires à négocier dès maintenant dans cette instance les éléments d'un processus de désarmement qu'ils ont engagé ailleurs. Ceux qui manient implacablement ce levier en insistant pour que soit établi un lien entre les points de l'ordre du jour de la Conférence empêchent en fait toute activité au sein de cette instance dans un avenir prévisible et font même obstacle aux travaux que les membres de celle-ci auraient tout intérêt à mener. Leur tentative n'aura jamais les effets recherchés et ne peut que porter préjudice à la communauté mondiale tout entière. La Conférence du désarmement est censée n'être qu'un organe de négociation, mais elle n'échappe pas entièrement pour autant aux lois de la politique. Or, comme nous le savons tous, la politique est l'art du possible. Je ne puis qu'avoir l'espoir, en vous quittant, qu'un sens des réalités prévaudra de nouveau à la Conférence et que les membres de l'instance ne laisseront pas celle-ci être paralysée par des exigences irréalistes et peu judicieuses. Les besoins effectifs en matière de désarmement à l'échelle mondiale sont simplement trop pressants et trop énormes. La Conférence devrait faire ce qu'elle peut, là où c'est possible. Elle devrait s'efforcer de retrouver l'autorité qui a été la sienne dans le passé au lieu de vouloir à tout prix faire l'impossible.

Le désarmement nucléaire a commencé et progressera encore plus rapidement à l'avenir. Le fait que la Conférence du désarmement ne pourra pas diriger ce processus dans un avenir prévisible ne diminue en rien l'importance de la tâche de cette instance - qui est de chercher à conclure des accords multilatéraux en matière de limitation des armements dont le monde entier puisse tirer profit - ni l'autorité dont celle-ci jouit en sa qualité d'unique instance mondiale de négociation sur la limitation des armements.

(M. Ledogar, Etats-Unis d'Amérique)

Au cours des sept ou huit années que j'ai passées à Genève, j'ai eu l'honneur de travailler en étroite collaboration avec certains des diplomates les plus fins et les plus compétents du monde. Je me suis trouvé en désaccord avec certains d'entre eux et je l'ai même été avec nombre d'entre vous à un moment ou à un autre du fait des instructions que j'avais reçues. De plus, ma façon de faire heurte bien souvent, je le reconnais avec un sentiment de regret mêlé de fierté. J'ai joué le jeu comme j'ai cru devoir le faire et j'ai aussi essuyé quelques échecs, mais je puis dire, en toute sincérité, que mes rapports avec les autres représentants ici ont toujours été, en ce qui me concerne, empreints de professionnalisme et de respect et que, tous ensemble, nous avons enregistré des résultats importants et durables.

Il ne me reste qu'à remercier mes collègues et leurs collaborateurs de l'esprit professionnel et du sérieux avec lesquels ils m'ont traité ainsi que les membres de ma délégation au fil des années. Je veux aussi remercier tous ceux qui fournissent des services à la Conférence, qu'ils soient interprètes ou autres, et tous les membres du secrétariat de l'attention et de l'appui qu'ils ont prêtés à toutes les délégations ici présentes et à la mienne en particulier. Le dévouement à la tâche qui a été confiée à la Conférence par la communauté internationale et qui est celle d'un désarmement multilatéral se manifeste dans le sérieux et la compétence de tous ceux qui travaillent au sein de cet organe ou en collaboration avec lui. Cela en dit long sur la Conférence et me donne l'espoir que cette instance perdurera et prospérera. Enfin, je vous remercie des paroles aimables qui m'ont été adressées ainsi qu'à ma famille et veux exprimer une gratitude toute particulière à mon ami l'ambassadeur de l'Italie, Alessandro Vattani, à qui je fais aussi mes adieux.

Le PRESIDENT (traduit du russe): Je remercie le représentant des Etats-Unis d'Amérique de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à mon égard. La liste des orateurs est épuisée. Quelque autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole à ce stade ? Cela ne semble pas être le cas.

Le représentant de la République islamique d'Iran a soumis officiellement à la Conférence une proposition et a suggéré que l'instance se prononce sur cette proposition à sa prochaine séance plénière. Comme d'habitude, je tiendrai mercredi prochain des consultations avec les coordonnateurs de groupe et j'ai l'espoir d'être informé à cette occasion de l'avis des délégations sur la proposition iranienne.

La prochaine séance plénière de la Conférence, qui sera aussi la dernière de la présente partie de la session, s'ouvrira le 27 mars à 10 heures.

La séance est levée à 11 h 20.
